

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0014

NOTE

11

/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

4

COMPOSITION DE CULTURE GÉNÉRALE

*Certifié exact.*

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

" Ne vous demandez pas ce que l'Etat peut faire pour vous mais ce que vous pouvez faire pour l'Etat." tel était le discours du président américain, JF Kennedy en 1961 lors de son voyage à Berlin pour annoncer son projet de "nouvelles frontières". Le discours augurant alors le programme des Etats-Unis d'Amérique dans leurs défis économiques

et technologiques (conquête spatiale en 1969) et la contribution des individus appelés à développer le pays.

En premier lieu, la notion d'Etat est ambiguë. Même si personne ne conteste son unité (territoire, langue, peuple), il s'agit de s'entendre sur quel type d'Etat parle-t-on. Est-ce un Etat-nation comme en Europe, un Etat de droit, un Etat-providence, un Etat totalitaire ou religieux? A partir de la compréhension du statut donné par les citoyens à l'Etat, dans le cadre supposé d'une démocratie avec le droit de vote et stable (du moins stable, être), il devient alors possible de se poser légitimement la question de leur attente de l'Etat aujourd'hui. En effet, dans un Etat totalitaire (Italie de Mussolini, Allemagne hitlérienne ou Russie stalinienne), les attentes étaient très différentes du fait de la confiscation des libertés individuelles.

En second lieu, ces attentes du rôle de l'Etat auraient progressivement évolué depuis les acquis d'un Etat de droit, comme notamment en France de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen en 1789. Plus précisément, on peut constater que c'est depuis la fin de la seconde guerre mondiale que les attentes de l'Etat auraient augmenté par l'instauration de l'Etat-providence. Comme le pays dévasté par la guerre était en phase

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

de reconstruction et de croissance économique, il s'agissait alors de permettre le développement économique et social en favorisant le plein emploi. L'individu faisait alors valoir des droits-crèmes vis-à-vis de l'État comme le droit au travail, à la protection sociale, la liberté d'association et autres droits. Or, ce progrès et le développement ont pu être possibles grâce à la réconciliation franco-allemande et à l'intégration européenne qui ont permis de stabiliser et pacifier l'Europe jusqu'à aujourd'hui.

Néanmoins, depuis 2001 avec les attentats terroristes aux États-Unis et en Europe (Espagne en 2004 et Royaume-Uni en 2005) et la crise financière fin 2008 sont apparues d'autres impératifs demandés à l'État. C'est surtout le souci d'une protection et d'une sécurité renforcées face aux dangers d'une mondialisation et des inégalités accrues. Le citoyen oscille ainsi dans ses besoins entre recherche d'un bien-être et remise en cause de ses libertés individuelles en contrepartie d'une sécurité plus importante.

Enfin, la gestion de la crise financière et la préoccupation de protection sociale avec le récent débat sur les retraites en France révèlent des attentes nouvelles de la place de l'État.

Aussi, se pose la question "qu'attendre de l'État aujourd'hui ?" revient à essayer de comprendre comment les attentes des citoyens ont évolué depuis 1945 avec le renforcement des fonctions traditionnelles de l'État (I). A partir de là, repenser la place de l'État en période de crise actuelle, face aux attentes liées à ces nouvelles exigences de protection et de sécurité, deviendra inévitable (II).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

D) les attentes des citoyens de l'État ont été temporairement satisfaites par le développement économique d'après-guerre malgré le renforcement des fonctions traditionnelles de l'État

A) Des attentes temporairement satisfaites par le développement et le progrès économique favorisant l'instauration d'un État-providence

Comme le montre D. Schapper dans son ouvrage La désocialisation postindustrielle, le besoin de protection sociale s'est accru avec l'instauration de l'État-providence. Des 1945 sont aussi nés la sécurité sociale, un système de retraite par répartition et une protection contre les accidents de travail. Des obligations salariales et patronales ont été mises en place permettant aussi au salarié de bénéficier d'assurances chômage en cas de perte d'emploi (gestion par les Assedic, organisme paritaire employeurs-salariés).

Ensuite, dans cette période des "trente glorieuses" (1945-1975), déterminée aussi par le fait d'une croissance économique importante, l'État a aussi initié une politique nataliste. C'est l'instauration du quotient familial prenant en compte les charges de famille pour calculer l'impôt sur le revenu des ménages. À partir du deuxième enfant, des allocations familiales non fiscales ont également eu le jour dans le cadre de cette politique.

Enfin, la protection sociale de l'État-providence s'est renforcée par l'instauration du RMI (revenu minimum d'insertion) en 1985 et par la couverture maladie universelle (CMU) en 1998 dans le cadre de la loi contre l'exclusion. Le RMI était censé avoir une durée provisoire afin d'inciter à travailler en fin de droits à se réinsérer sur le marché du

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE  
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

travail. Or, la réalité à montrer que ce revenu est devenu permanent depuis sa transformation début 2009 en RSA (revenu de solidarité active). Ainsi, fin de dernière, l'Etat-providence s'est progressivement renforcé en faisant appel à la solidarité nationale. De même, l'Etat, début 2010, vient de manière dérogatoire d'accepter de prolonger pour six mois les demandeurs d'emploi en fin de droits d'indemnité chômage compte tenu de la crise actuelle.

Ainsi ce progrès économique et social a montré l'intervention croissante de l'Etat.

B) Or, ce développement socio-économique a été encadré par un Etat accompagnateur s'adaptant à l'évolution européenne

Concernant l'encadrement du progrès économique et social, l'Etat a mis en place des processus de contrôle. D'abord en 1945, certaines industries, notamment automobiles, ont été nationalisées. C'est le cas de la société Renault qui est devenue propriété de l'Etat, punition pour sa collaboration avec l'occupant allemand. C'est aussi le cas de la plupart des banques, comme le Crédit lyonnais par exemple. Une deuxième phase de nationalisations aura lieu en 1982 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Le processus de nationalisation a d'ailleurs été validé par une décision du Conseil constitutionnel saisi pour examiner l'éventuelle atteinte au droit de propriété qui est un principe constitutionnel. Les nationalisations ont été validées à condition que l'Etat puisse faire entrer des actionnaires privés ou salariés même minoritaire pour éviter le caractère absolu de la propriété de l'Etat. Cependant, las d'alternances politiques, notamment durant les deux cohabitations (1986 et 1993), les gouvernements de droite ont pu effectuer des privatisations.

Ensuite, ce progrès économique et social a également été encadré tant en droit du travail qu'en droit de la concurrence. En droit du travail, les accords de Grenelle en 1968 ont instauré le SMIC (le salaire minimum interprofessionnel) évolué en SMi (salaire garanti minimum) réévalué chaque année et indexé sur l'inflation tant pour les salariés du public que du privé. Ainsi commença à l'époque la volonté par l'Etat d'organiser un dialogue social parmi les organisations de salariés. Dans ce cadre et en référence au préambule de la Constitution de 1946 (intégrée dans le bloc de constitutionnalité en 1971), le droit de grève a été reconnu dans un premier temps aux salariés du privé puis aux fonctionnaires (CE, Debaene, 1950) dans le cadre de lois et réglementations de l'Etat.

Enfin, le droit de la concurrence est venu encadrer une liberté d'entreprendre sans contrôle grâce à l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986. Il a instauré aussi des sanctions tant civiles que pénales contre des abus de position dominante ou de concurrence déloyale (parasitisme, usurpation de marques, ...) afin surtout de moraliser le droit des affaires. Le Conseil de la Concurrence, autorité administrative, a vu le jour pour contrôler le bon-fonctionnement de la concurrence, les concentrations d'entreprises et les abus de positions dominantes. Cette exigence en France dans les années 90 du droit de la concurrence résulte entre autre de la pression du droit communautaire en Europe.

Concernant la consolidation de l'intégration européenne, la réconciliation franco-allemande en a été le principal moteur. Dans ses mémoires, Jean Monnet, un des fondateurs de l'Europe montre bien son importance dans la pacification et la stabilité de l'Europe d'après-guerre. Dans le mouvement d'élargissement de l'Europe, les citoyens ont poussé aussi à une démocratisation du processus législatif. Ainsi, le Parlement européen a vu ses députés en 1979 élus au suffrage universel par les citoyens des Etats-membres.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE  
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Elue première présidente du Parlement européen, Simone Veil dans sa biographie, Une vie, témoigne de cette expérience d'ouverture des institutions communautaires auxquelles participe chacun des Etats membres. L'Europe s'est ainsi progressivement élargie à 15 Etats en 1993, à 25 Etats en 2004 avec l'intégration des pays d'Europe centrale puis à 27 avec la récente entrée en 2007 de la Bulgarie et la Roumanie. Dans ce contexte d'eurocratisme croissant, les attentes de citoyens face à l'Etat se sont transformées en profondeur.

En effet s'est rapidement posé le problème de souveraineté des Etats membres face à un transfert de compétences progressif en Europe, avec notamment l'effet de primauté des lois européennes sur les lois nationales et la transposition obligatoire sous peine d'amende des directives européennes dans le droit interne. Les hautes Cours judiciaires (Cassation, arrêt J. Vaure, 1978) et administrative (CE, Nido, 1989) ont reconnu la primauté des lois européennes même postérieures, même si les cours Suède et France ont rétabli la Constitution française dans la hiérarchie des normes. Ce risque de perte de souveraineté progressive explique probablement les refus majoritaires en 2005 des Français et Hollandais consultés par référendum à accepter le Traité de Constitution pour l'Europe. Le Traité simplifié de Lisbonne du 13 décembre 2007 sera finalement ratifié après deux référendums irlandais et les 26 autres Etats en majorité par ratification parlementaire pour entrer l'été de 2009.

Or, les événements de 2001 (attentats terroristes) et la récente crise financière ont rapidement fait évoluer les attentes des citoyens face à l'Etat avec de nouveaux impératifs.

II) Cependant, les hésitations contemporaines liées aux impératifs de protection et de sécurité obligent aujourd'hui à repenser la place et les attentes de l'Etat en période de crise

A) L'émergence des nouveaux impératifs de protection et de sécurité : entre recherche du bien-être et remise en cause des libertés individuelles

S'agissant de l'impératif de protection, l'Etat a cherché à assurer le citoyen dans le cadre d'un cadre public non national. C'est la protection de l'environnement et de la santé rendue nécessaire notamment par le droit communautaire et la pression des citoyens. Ces derniers, suite aux conférences mondiales sur le développement durable, comme le sommet de la terre à Rio en 1992, recherchent à améliorer leur environnement. Des parties écologiques existent et représentent aujourd'hui une influence politique significative en France (157 députés aux dernières élections régionales) et en Europe. Les récentes catastrophes naturelles (inondations en Vendée en février ou dans le Var en juin 2010) et les pollutions de mairies voisines (Erika en 1999 en France et en Louisiane en avril 2010) démontrent les attentes des citoyens et leurs demandes à l'Etat pour les protéger des ces catastrophes naturelles. En France, Grenelle I et II se sont concrétisés par des lois afin de favoriser des énergies renouvelables (par exemple l'éolien) mais on peut regretter l'échec de la mise en place de la taxe carbone après la censure du Conseil Constitutionnel le 4 janvier 2010. Mais des Etats Unis, le président Obama vient de réussir à obtenir le 18 juin 2010 de la société BP responsable de la marée noire en Louisiane, près de 20 milliards de dollars d'indemnisation de ce préjudice écologique : la santé est aussi importante qu'une agence sanitaire en France ! Mais c'est surtout la sécurité publique qui préoccupe nos concitoyens.



Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

s'agissant de l'opératif de sécurité, c'est l'ordre public matériel que l'État s'engage à assurer - Suite aux attentats terroristes en 2001 aux États-Unis, en Espagne en 2004, Royaume-Uni en 2005, la France s'est dotée d'un arsenal législatif concernant la sécurité intérieure (2001, 2003, 2004 avec la surveillance organisée et la garde à vue en mars 2010). Cependant, ces lois de sécurité intérieure posent surtout en Europe peuvent remettre en cause les libertés individuelles. C'est à que montre M. Delmas-Marty dans son ouvrage, Libertés et sûretés dans un monde dangereux. Elle critique notamment les mesures de sûreté visant à priver de liberté un criminel ayant purgé sa peine. C'est le cas de la loi sur la rétention de sûreté du 25 février 2008 en France applicable en 2013 pour les peines d'emprisonnement de 15 ans (décision du Conseil Constitutionnel du 15 février 2008 censurant sa rétroactivité). De même, elle évoque l'affaire Mücke (Allemagne (CEDH)) du 17 décembre 2009 qui établit la mesure de sûreté allemande en l'espèce (plus de 15 ans de privation de liberté) comme une peine.

Pour rassurer le citoyen dans son besoin de sécurité, l'État a également fait voter différentes lois pour lutter contre la délinquance (contre les mineurs en mars 2007, les peines planches en août 2007 ou contre la récidive en septembre 2008). En 2005, sont également votées des lois sur la surveillance judiciaire des personnes dangereuses ou le placement et la surveillance électronique mobile. Cependant, devant l'importance de la population carcérale en France (65 000 personnes soit 1706 la population française), la récente loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a assoupli ces dispositifs par des fractionnements de peine, un étagement des formes de semi-liberté, liberté conditionnelle par exemple. C'est pourquoi la place de l'État se pose dans différents termes.

B) Enfin, les nouveaux impératifs nécessitent de réfléchir à la place et les attentes renouvelées des citoyens du rôle actuel de l'Etat dans une période de crise.

Les attentes concernent à la fois le renforcement du bien social et la gestion de la crise financière et la protection sociale.

S'agissant du renforcement du bien social, il touche le collectif et l'individuel. Au niveau collectif, l'Etat met aussi en plus avec la HADO depuis 2004 un dispositif de lutte contre les discriminations, correspondant à un besoin social fort et rappelé par des sociologues comme Robert Castel (Citoyens ou indigènes, discriminations). La réussite de cette lutte permettra ainsi de consolider une communauté des citoyens (D. Schnapper) et éviter des dérives communautaristes. Ce qui explique l'attention de l'Etat d'avoir instauré un débat sur l'identité nationale ou de légiférer contre la discrimination du usage de la femme, pour protéger sa dignité et le principe de laïcité (cf la loi du 17 mai 2004 interdisant aussi le port de signes religieux ostentatoires au collège ou au lycée).

Au niveau individuel, le droit du travail et le droit de la consommation essaient de rétablir respectivement l'équilibre avec l'employeur (cf sur la rupture conventionnelle homologuée par la direction du travail en Juin 2008) et le professionnel (lutte contre les clauses abusives). Le Médiateur de la République mentionne aussi dans son rapport annuel 2009 les attentes des citoyens face aux dysfonctionnements de l'Etat dans son administration. Le citoyen recherche également un lien de proximité avec les services déconcentrés de l'Etat (Préfecture, directions départementales afin de bénéficier de services plus performants : d'où la délégation de tâches d'Etat aux collectivités territoriales (maires en l'espèce).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

S'agissant des attentes sur la gestion de la crise financière et de la protection sociales, elles restent encore très fortes du fait de la situation de fragilité sociale des citoyens. La crise financière fin 2008 s'est rapidement transformée en crise sociale et économique obligeant l'État à instaurer un plan de relance (prêts automobiles et aux banques notamment) et par le prochain lancement d'un grand emprunt de 35 milliards d'euros sur 10 ans pour relancer les grands projets d'infrastructure. Néanmoins, l'État cherche à établir une gouvernance économique avec ses partenaires européens, notamment avec l'Allemagne, suite à la crise grecque en encadrant les bonus ou en taxant les banques, ceci afin d'éviter les déboires récents (cf prêts renouvelés à la Société Générale avec une perte en janvier 2008 de 5,5 milliards d'euros).

Les attentes sur la protection sociale sont réactives avec le débat récent sur les retraites. Ainsi, il est prévu d'allonger la durée de cotisation du travail compte tenu de l'augmentation de l'espérance de vie. L'annuaire critique de l'augmentation du Monde du 19 juin dernier par R. Castel. Cette réforme envisage aussi de faire porter davantage la charge sur les ménages (pas de 3 milliards d'euros) et faiblement sur les entreprises ou les hauts revenus (+16 sur le barème de l'impôt) : ce qui pose le problème de la justice sociale redistributive à laquelle s'attache l'État et où les citoyens étaient très attachés.

Si on se penche à la question "qu'attend de l'Etat aujourd'hui?"  
a pu montrer l'évolution des attentes du citoyen; il se pose  
pas mais <sup>le problème</sup> de maintenir d'une part sociale et la recherche  
simultanée du bien-être environnemental et de l'impératif  
de protection de sécurité. C'est sans doute le prochain  
défi majeur de l'Etat de pousser concilier ou prioriser  
tous ces impératifs nouveaux en évitant peut-être le  
risque de trop porter atteinte aux libertés individuelles.